

TRACE PADEO

« Tunisian Rural and Agricultural Chain of Employment » - PADEO



**Approche programmatique pour l'appui à la relance économique et
au développement agricole durable**

**Stratégie de passation de marchés du projet
pour le développement
(PPSD)**

Août 2025

microfinanza



Table des matières

1	Présentation sommaire du projet	4
2	Présentation sommaire du pays, de l'emprunteur et du marché	5
2.1	Contexte opérationnel	5
2.2	Évaluation de la capacité de gestion	8
2.3	Passation des Marchés.....	10
2.4	Analyse du marché	12
3	Analyse des risques liés à la passation de marchés.....	13
4	Objectifs de la passation de marchés.....	14
5	Type d'arrangement recommandés pour le projet en matière de passation de marché	16
6	Résumé de la stratégie de développement en passation des marchés du projet.....	19

Liste des principaux acronymes et abréviations

AON	Appel d'Offres National
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
CF	Consultation des Fournisseurs
CI	Consultant
COSEM	Comité d'enquêtes et de Suivi des Marchés publics
CSM	Commission Supérieure des Marchés
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
ED	Entente Directe
ES	Environnementale et Sociale
GDA	Groupeement de Développement Agricole
HAICOP	Haute Instance de la Commande Publique
IDA	<i>International Development Association</i>
INS	Institut National de Statistique
OECT	Organisation des Experts Comptables de Tunisie
OP	Organisations de producteurs
PADEO	<i>Programmatic Approach for Sustainable Economic Development</i>
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMPP	Plan de Mobilisation des Parties Prenantes
PPM	Procédures Passation des Marché
PPSD	Stratégie de passation de marchés du projet pour le développement
QC	Qualifications des Consultants
SBD	Sélection sur la base d'un Budget Déterminé
SMSA	Société Mutuelles Services Agricoles
STEP	<i>Systematic Tracking of Exchanges in Procurement</i> (Système d'échanges dans la passation des marchés)
TRACE	<i>Tunisian Rural and Agricultural Cluster Employment Program</i>
UTSS	Union Tunisienne Solidarité Sociale

1 Présentation sommaire du projet

Pays :	Tunisie
Nom complet du projet :	Appui à la relance économique et à la création d'emplois dans le secteur agroalimentaire et l'espace rural (TRACE PADEO)
Montant total du financement (Dollars EU) :	4 millions de dollars
Numéro identifiant du projet :	P509237
Résumé des objectifs de développement du projet	En 2019, le gouvernement des Pays-Bas et la Banque Mondiale ont créé le programme tunisien des chaînes d'emploi rurales et agricoles (<i>Tunisian Rural and Agricultural Chains of Employment Program - TRACE</i>) pour aider à répondre au défi de la création d'emploi et l'inclusion économique des petits exploitants dans le secteur agricole et aux milieux ruraux. Initialement, le programme TRACE couvrait le gouvernorat de Jendouba puis a connu une première extension sur Béja (2023). En 2025, un nouveau projet sur Kef et Siliana vient s'inscrire dans le cadre du programme néerlandais PADEO <i>Programmatic Approach for Sustainable Economic Development</i> et porte pour objectif la création et la consolidation des emplois des jeunes, le développement des entreprises agricoles, et le renforcement des capacités des entreprises à gérer les risques, notamment par l'intégration de pratiques environnementales et sociales durables à long terme. La méthodologie adoptée par le projet se base sur les principes suivants : • Création d'emploi : l'emploi est un critère clé d'éligibilité et une exigence obligatoire à prévoir dès le début dans le plan d'investissement. Sa formalisation sera une condition préalable au versement de la première tranche de la contribution estimée et approuvée par le Comité d'investissement. La cible porte principalement sur les jeunes (<35 ans) et les femmes ; • Innovation comme facteur de résilience : l'innovation vise des nouvelles pratiques agricoles, sociales, financières et environnementales, et ne se limite pas aux avancées technologiques. Une attention particulière sera portée aux techniques favorisant une agriculture plus durable (conservation des sols, gestion de l'eau, qualité des semences, diversification des cultures, systèmes de transformation, conservation, services, etc.) ; • Renforcement des filières locales : les investissements doivent répondre aux besoins réels des territoires et saisir les opportunités afin de favoriser l'ancrage d'une dynamique de développement local ; • Approche participative : les parties prenantes du projet seront consultées par rapport au portefeuille des dossiers d'investissements de manière régulière ; • Transparence et traçabilité : un suivi rigoureux des plans d'investissements et réalisation, ainsi que des transactions et décisions sera assuré ;

- Plans d'investissements viables : l'évaluation des investissements portera sur la dimension economico-financière ainsi que sur la sauvegarde environnementale et sociale ;
- Mobilisation des ressources additionnelles : l'investissement doit prévoir la mobilisation de fonds propres ainsi que des ressources à crédit pour le montage du schéma financier ;
- Séparation des rôles : l'identification et le profilage des sous-projets d'investissements seront distincts de l'accompagnement des entrepreneurs afin d'éviter tout conflit d'intérêts.

Les objectifs de TRACE PADEO sont pleinement alignés au Cadre de Partenariat Pays de la BM qui vise à réduire les disparités régionales et à promouvoir l'inclusion sociale.

Il existe potentiellement une forte complémentarité entre TRACE PADEO et les programmes existants financés par la BM, qui sont étroitement liés aux objectifs fondamentaux de TRACE PADEO. Le renforcement mutuel de ces programmes avec TRACE PADEO contribuera à créer un considérable effet multiplicateur pour la contribution financière néerlandaise, compte tenu notamment de la complémentarité des instruments proposés dans le cadre du projet. La mise en œuvre de TRACE PADEO visera également à renforcer l'impact potentiel des organisations professionnelles et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) sur l'accès des petits producteurs aux marchés et sur la création d'emplois dans les zones rurales.

2 Présentation sommaire du pays, de l'emprunteur et du marché

2.1 Contexte opérationnel

Aspects de Gouvernance

La Tunisie s'est engagée dans la voie d'une transition démocratique en 2011, qui a permis l'établissement d'une nouvelle Constitution en 2014, définissant le nouveau cadre législatif du pays.

Depuis 2011, la Tunisie a connu de manière plus ou moins fréquente des épisodes de manifestations et contestations de la part de groupes de citoyens, et des mouvements de grève soit du secteur privé ou du secteur public. Malgré ces tensions sociales, la situation sécuritaire s'est nettement stabilisée et demeure globalement maîtrisée. Le pays a su faire face à des défis majeurs au cours de la dernière décennie, notamment en lien avec l'instabilité politique et économique.

Structurellement, l'État tunisien dispose d'un certain nombre d'entreprises publiques dans divers secteurs parfois en situation de monopole, et parfois en concurrence avec des sociétés privées. L'État intervient dans le prix de certains produits dits « de première nécessité » ou dans le secteur énergétique par une politique de subvention.

Mais globalement le marché est contrôlé par les Ministères du « Commerce » et de « l'Agriculture » pour le secteur agricole et un nouveau code des investissements a été promu pour favoriser notamment l'investissement direct étranger.¹

L'agriculture, de son côté, demeure un pilier de l'économie tunisienne, représentant environ 9.8 % du PIB, assurant 14 % des emplois (BM, dernières données disponibles) et jouant un rôle clé dans le développement régional. Toutefois, le secteur est confronté à de nombreux défis structurels, en particulier la faible organisation des filières, l'accès restreint au financement, la demande extérieure et la sécheresse.

Aspects économiques

L'économie tunisienne a connu en effet un ralentissement prolongé, avec une croissance du PIB réduite à 1,7 % en moyenne entre 2011 et 2019, contre 3,5 % entre 2000 et 2011. Cette situation s'est encore aggravée avec les séquelles de la pandémie de COVID-19, et la récente crise Russo-Ukrainienne, entraînant une stagnation économique, une inflation conséquente et un taux de chômage élevé (16 % au troisième trimestre 2024, atteignant 22,5 % pour les femmes et 40.5 % pour les jeunes²) aggravé par le décalage persistant entre les compétences disponibles et les besoins du marché.

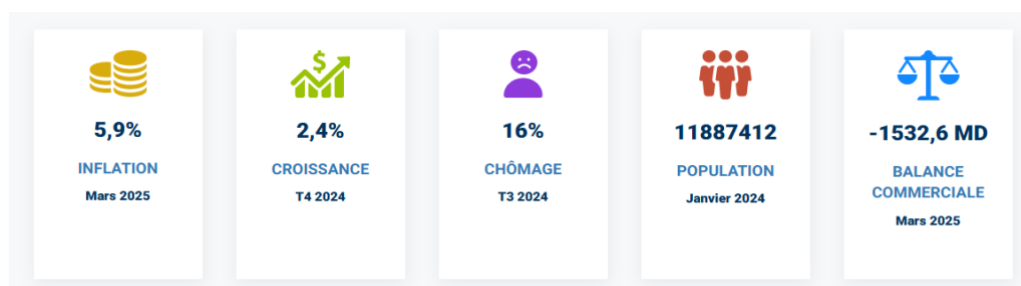


Figure 1 - Source : INS

Ceci a eu pour conséquence de creuser le déficit de la balance commerciale et met à mal les finances publiques du pays, mais a eu également des incidences directes pour les passations de marchés publics. En effet, les fournisseurs locaux ayant besoin d'acheter du matériel depuis l'étranger doivent se prémunir du risque lié à la volatilité du taux de change. Les difficultés de trésorerie de l'État tunisien ont entraîné et continuent à entraîner des longs délais de paiement qui mettent les fournisseurs en difficulté, notamment les PME locales.

Aspects liés au secteur agricole

L'agriculture reste un pilier essentiel de l'économie tunisienne, représentant 9,15 % du PIB en 2021 et employant environ 16 % de la population active. Ce secteur joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, le développement régional et la création d'emplois dans les zones rurales. Toutefois, sa contribution à la croissance est limitée par des contraintes structurelles majeures : faible productivité, accès restreint aux technologies modernes et aux financements, fragmentation foncière, précarité du travail, et vulnérabilité climatique accrue.

Le paysage agricole tunisien est caractérisé par un dualisme marqué : d'un côté, des exploitations moyennes et grandes bien connectées aux marchés, souvent situées en plaine ; de l'autre, une majorité de petites exploitations familiales (75 % des terres agricoles sont exploitées sur des surfaces inférieures à 10 ha), souvent localisées en zones montagneuses, mal équipées et isolées des circuits commerciaux

¹ Loi n°2016-71 du 30 septembre 2016

²INS, 2024. Indicateurs de l'emploi et du chômage, troisième trimestre 2024, p.4.

et des services publics. Dans ce contexte, de nombreuses femmes – du fait de l'émigration masculine – dirigent aujourd'hui ces petites exploitations, souvent sans statut formel ni protection sociale.

Le manque de structuration collective est un frein important au développement agricole⁶. Le niveau de regroupement des producteurs reste très faible en Tunisie, et les OP existantes – telles que les GDA (Groupements de Développement Agricole) ou SMSA (Sociétés Mutuelles de Services Agricoles) – apparaissent comme des maillons faibles de la chaîne de valeur, manquant de capacités techniques et institutionnelles. Cela limite fortement leur rôle dans l'accès aux intrants, à la formation, à la commercialisation et à la valorisation des produits agricoles. Pourtant, comme l'ont montré plusieurs expériences internationales (coopératives agricoles en Europe, alliances productives en Amérique latine), les OP peuvent devenir des moteurs de développement, capables de mutualiser les services, attirer des investissements et générer de l'emploi, notamment pour les jeunes diplômés agricoles.

Malgré ces contraintes, de nombreuses micro-entreprises rurales ont émergé dans des activités de transformation agroalimentaire (produits laitiers, huile d'olive, miel, distillation, artisanat, tourisme rural), représentant une source importante de revenus pour les ménages ruraux. Cependant, ces initiatives restent peu connectées aux marchés, faiblement accompagnées, et souffrent d'un accès limité au crédit, à l'encadrement technique et aux débouchés commerciaux. Pourtant, les territoires ruraux jouent en effet un rôle crucial dans l'approvisionnement du pays. A cet égard, il est important de noter que des efforts multiples sont déployés, ces dernières années, par les organisations locales et internationale afin de soutenir la modernisation du secteur et le rendre plus résilient aux défis climatiques et économiques

Aspects technologiques

En 2025, le paysage technologique tunisien se caractérise par une connectivité en constante amélioration. Trois opérateurs principaux – Tunisie Télécom, Ooredoo et Orange – se partagent le marché de la téléphonie mobile. La couverture réseau est très étendue, avec une couverture 4G atteignant 98 % du territoire national, tandis que les réseaux 2G et 3G couvrent 99 % de la population. Cette année, la Tunisie a lancé les services 5G, marquant une nouvelle étape dans le développement de son infrastructure numérique.

Le commerce électronique connaît également une croissance significative, malgré certaines contraintes et limites. En 2024, le pays comptait 1 126 sites marchands actifs, avec une augmentation de 13,4 % du nombre d'opérations de paiement électronique, totalisant 20,2 millions de transactions pour une valeur de 1 241,2 millions de dinars. Le paiement mobile a également progressé, atteignant 5,1 millions de transactions pour un montant de 1 394 millions de dinars à la fin de 2024.

Dans le domaine des technologies de l'information, la Tunisie compte 1 450 startups technologiques actives couvrant divers secteurs innovants. Des efforts accrus sont observés pour renforcer les technopôles tunisiens, spécialisés dans les biotechnologies, les énergies renouvelables et l'environnement, l'agroalimentaire, le textile et les industries chimiques, soutenant ainsi l'innovation technologique et l'accompagnement des PME innovantes.

Conclusion

En synthèse, la situation économique en Tunisie demeure fragile, marquée par des défis structurels en lien avec le climat social, la compétitivité et le taux d'endettement, ainsi que les enjeux climatiques de plus en plus préoccupant.

Le secteur agroalimentaire, cependant, demeure un moteur essentiel de la croissance économique et représente toujours la principale source de revenu et emploi, en particulier dans les zones rurales.

2.2 Évaluation de la capacité de gestion

Le projet TRACE PADEO est structuré en trois composantes ; la Composante 1 porte sur l'Assistance Technique, la Composante 2 porte sur le Fonds d'investissement pour le soutien à travers de subvention de contrepartie (*Matching Grant*) des investissements agricoles promus par les OP, les PME et les promoteurs d'entreprises, et la Composante 3 qui porte sur les activités de gestion et de coordination. Microfinanza en tant qu'agence d'exécution bénéficiaire aura la charge de la gestion des 3 composantes y compris la gestion du fond fiduciaire.

L'équipe de mise en œuvre de l'agence d'exécution prévoit une équipe sur terrain et une équipe au siège. L'équipe sur terrain sera mobilisée sur tous les gouvernorats concernés par le projet TRACE PADEO à savoir : Kef et Siliana comme nouveaux gouvernorats, Béja, Jendouba, Kairouan et Gabès comme territoires de capitalisation.

Le Projet bénéficie de la présence de l'agence d'exécution sur le terrain, mais aussi d'une équipe au niveau central qui remplit certains rôles tels que la Direction, la gestion du fonds fiduciaire et les déblocages des subventions aux sous-projets, les achats, les fonctions administratives et la gestion financière et la communication.

Le Projet est exécuté par Microfinanza Srl conformément aux dispositions : (a) de l'article II des Conditions Générales ; b) des « Lignes directrices sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés la BIRD et des crédits et subventions de l'IDA », datées du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011 et au 1er juillet 2016 (« Lignes directrices anticorruption ») ; et c) de l'accord de financement.

Expérience

L'agence d'exécution et les personnes impliquées dans l'identification, la formulation, la préparation, la mise en œuvre et le suivi de projets financés par la Banque mondiale, d'une façon générale, ont des rôles et des responsabilités à différentes étapes du cycle du Projet. Ces rôles sont définis dans leurs cadres légaux. Ils partagent cependant un objectif commun : (i) optimiser les avantages économiques découlant du projet ; (ii) améliorer en permanence l'efficacité et l'efficacité de l'utilisation des ressources mises à la disposition du projet ; et (iii) constamment améliorer les normes professionnelles et d'intégrité des différentes organisations et personnes impliquées dans la mise en œuvre et le monitoring du projet.

Microfinanza, à titre d'agence d'exécution, veille à ce que les membres clés chargés de l'exécution du Projet soient disponibles pour mener à bien toute action nécessaire pour atteindre les objectifs et résultats escomptés du projet.

Microfinanza veille à maintenir le personnel en qualité et nombre requis pour assurer l'efficacité et l'efficacité de mise en œuvre du Projet. La gouvernance du projet est ainsi assurée :

- Au niveau du siège : Représentant légal, direction et structure administrative
- Au niveau de terrain : équipe de terrain coordonnée par le Chef de Projet en coordination avec la Direction
- Un comité d'investissement des sous-projets d'investissement composé par 3 personnes ayant un profil adéquat à l'évaluation des dossiers d'investissement.

Les membres de l'équipe, qui disposent de qualifications et compétences professionnelles suffisantes pour les responsabilités qui leur sont confiées, sont les suivants :

- 01 Direction du projet – profil international – siège et missions sur place
- 01 Chef de projet – profil international – sur place
- 01 Appui à la coordination – profil international – sur place

- 02 Responsable/s de guichet - sur place
- 08 Coachs accompagnateurs – sur place³
- 01 Expert point focal ES – sur place
- 01 Expert passation des marchés – sur place
- 01 Responsable Suivi & Évaluation – sur place
- 01 Chargé relations avec les Institutions Financières et les fournisseurs – sur place
- 01 Responsable microfinancements⁴
- 02 Responsables gestion financière – au siège
- 01 Chargé de communication au siège et missions sur place
- 01 Responsable audit interne – siège⁵
- 01 Auditeur externe

Les coachs devront présenter des profils diversifiés et complémentaires, afin de garantir un accompagnement adapté aux besoins spécifiques de différentes catégories d'entreprises et d'activités économiques. Dans ce cadre, les coachs seront recrutés à travers un processus de sélection transparent et compétitif. Pour les coachs de référence des micro-investissements une convention de collaboration technique sera signée avec un partenaire local UTSS reconnu pour son expertise dans l'accompagnement et le microfinancement des jeunes et des femmes en milieu rural.

Les fonctions à assurer pour le volet passation des marchés, sont les suivantes :

- Finaliser toutes les procédures pour la bonne gestion de tous les marchés envisagés ;
- Alignement des procédures avec les systèmes de gestion et les procédures à suivre au cours des différentes étapes ;
- Formation des membres de l'équipe sur les procédures PPM (du niveau sous – projet au niveau de la gestion de toute opération de marché à exécuter dans le cadre du projet) ;
- Programmation technique et financière des activités à réaliser et à mettre en œuvre ;
- Coordination administrative entre siège et terrain sur la tenue des dossiers administratifs et le contrôle des procédures et démarches administratives ;
- Information et sensibilisation de promoteurs d'investissement sur les procédures de passation de marchés à suivre dans le cadre de la mise en œuvre de leurs investissements pouvant bénéficier et/ou ayant bénéficié d'une contribution du Fonds TRACE PADEO ;
- Lancement des procédures de passation de marchés pour la sélection des coachs accompagnateurs (selon la méthode *Single budget sélection*) selon des profils différents
- Lancement des procédures de passation de marchés pour l'attribution de la tâche d'audit externe à l'auditeur (selon la méthode *Single source*)
- Suivi et évaluation du Projet par le moyen de visites fréquentes de terrain ;
- Conception d'outils de suivi des indicateurs selon la *Dashboard* définie ;
- Élaboration des rapports d'avancement à soumettre à la BM pour la composante passation de marchés.

³ Dans le cadre d'une convention technique les coachs et le responsable des microfinancements seront identifiés en collaboration avec un partenaire technique sur place qui a les compétences techniques pour la cible des micro-entreprises féminines et des jeunes.

⁴ Ibidem

⁵ Le responsable de l'audit interne est une fonction de Microfinanza chargée du contrôle des procédures de l'ensemble des activités de l'organisation et non uniquement de ce projet. Les coûts liés à cette fonction ne sont pas imputés au projet.

Microfinanza dispose d'une équipe étoffée d'experts nationaux et internationaux, forts de leurs connaissances et compétences dans les domaines de l'inclusion financière et du développement rural en Tunisie ainsi que d'une profonde expérience de contextes locaux, qui pourront être mobilisés sur place et à distance selon les besoins. La sélection de consultants dont les profils et compétences correspondent aux besoins de ce projet se fera sur la base de l'analyse des profils et des termes de référence préétablies. Les experts devront avoir des compétences complémentaires en matière d'inclusion financière, analyse des besoins des entrepreneurs et des opérateurs privés pour le développement des investissements, élaboration d'outils de formation, d'organisation et animation de séances de sensibilisation, de formation et d'assistance technique sur de sujets diversifiés liés au développement rural, à la passation des marchés, aux thèmes ES ainsi qu'à l'inclusion financière.

Microfinanza Srl doit veiller à ce que les membres clés chargés de l'exécution du Projet assurent leur engagement pour mener à bien toute action nécessaire pour la mise en œuvre dudit Projet et Microfinanza Srl veille à maintenir le personnel en qualité et nombre requis pour sa bonne mise en œuvre.

2.3 Passation des Marchés

Microfinanza Srl en tant qu'agence d'exécution est chargée de l'acquisition de biens et services et de recrutements pour ses besoins opérationnels, de supervision et d'assistance technique aux bénéficiaires. Microfinanza Srl suivra les procédures standards de passation de marchés de la Banque, telles que décrites dans ce document et dans les manuels d'opérations.

En conséquence, Microfinanza Srl est entièrement responsable de la mise en œuvre de ce Projet conformément aux procédures de passation des marchés de la Banque. Microfinanza Srl n'est directement en charge que des achats liés à l'acquisition des équipements nécessaires à son rôle d'agence d'exécution.

La passation des marchés par les promoteurs des investissements dans le cadre du Projet concerne essentiellement des acquisitions de fournitures et services. Dans ces cas, la méthode de consultation de fournisseurs/ prestataires et l'entente directe, lorsque les conditions le justifient, seront utilisées. Pour ce qui relève des achats dans le cadre des investissements agricoles, les procédures à suivre seront présentées aux promoteurs qui en seront responsables (Manuel de PPM 2025).

Consultation de Fournisseurs / Prestataires de services au niveau des sous-projets d'investissement :

Au-delà de 5 000 TND, la consultation de fournisseurs consiste à comparer les offres de prix (3 cotations au moins) obtenues auprès de trois (3) fournisseurs/ prestataires de services au moins, pour garantir l'obtention de prix compétitifs pour des produits comparables. Cette méthode convient pour des fournitures en quantité limitée généralement disponibles dans le commerce, des produits ou services standard de faible valeur, lorsque les considérations de coût et d'efficacité ne justifient pas l'utilisation de méthodes plus concurrentielles. Si l'acheteur (le bénéficiaire) n'a pas pu obtenir au moins trois cotations, il devra fournir à l'agence d'exécution (Microfinanza Srl) les raisons et les justifications expliquant pourquoi aucune autre méthode concurrentielle ne pourrait être envisagée et obtenir l'accord de celle-ci avant de poursuivre la procédure avec les seules réponses jusqu'alors reçues. Les demandes de cotations doivent décrire les fournitures ou services recherchées, en indiquant la quantité requise ou les spécifications ainsi que la date et le lieu de livraison (ou d'achèvement). Les cotations peuvent être envoyées par lettre, télécopie ou moyens électroniques et l'acheteur devra les évaluer. Les conditions de l'offre retenue sont indiquées dans le bon de commande (ou lettre de commande).

- ✓ Étapes de la procédure : Microfinanza Srl suivra les étapes des procédures détaillées dans son Manuel de PPM 2025.

- ✓ Spécifications techniques : Elles doivent être suffisamment détaillées pour permettre la comparaison des cotations sur le même niveau technique.
- ✓ Préparation d'une liste de fournisseurs : Il est recommandé de consulter un bon nombre des fournisseurs au but de recevoir au moins trois cotations à évaluer.
- ✓ Évaluation des cotations : des personnes qualifiées sont demandées d'évaluer les cotations.
- ✓ Finaliser les formalités d'attribution de la commande conformément à la description détaillée dans le cadre du Manuel de Microfinanza et qui est en conformité avec les directives de la Banque.

Entente Directe pour les fournitures / Prestataires de services :

Les promoteurs d'investissements peuvent se procurer des biens et services par entente directe lorsque : les coûts engagés sont inférieurs à 5 000 TND, les fournitures sont de nature exclusive, il s'agit d'un prolongement d'un précédent marché attribué par un processus concurrentiel, ou il y a un seul fournisseur ou prestataire et que le coût d'obtention de cotation ne peut pas être rentable.

Étapes de la procédure d'identification des fournisseurs : les différentes étapes de la procédure de sélection de fournisseur/ prestataire de services) par entente directe sont détaillées dans le Manuel interne de PPM 2025.

✓ Responsabilités :

Au sein de l'équipe, le Responsable Passation des Marchés assiste la direction du Projet et le Chef de Projet, et est responsable de la préparation et le lancement des marchés conformément aux procédures indiquées dans le manuel. Sa position porte sur les responsabilités principales suivantes :

- Préparation, et mise à jour périodique, d'un plan de passation des marchés (qui fera l'objet d'un examen préalable et d'une non-objection de la part de la Banque mondiale sur la plateforme STEP) ;
- Préparation des avis spécifiques, de consultations, des dossiers d'appel d'offres et des demandes de propositions, et prestation d'assistance et conseil dans le processus de passation des marchés ;
- Coordination de toutes les phases de passation des marchés de la préparation des cahiers des charges, lancement de l'appel d'offres à la réception, ouverture et dépouillement des offres. En particulier, le responsable Passation de Marchés est chargé de l'assistance à la fonction de secrétariat aux cours des différentes étapes (classement des offres, analyse des offres et candidatures, vigilance sur le respect des procédures, etc.) intervenants dans la procédure de PM, y compris la rédaction des PV d'ouverture des plis et les projets de rapports d'évaluation des offres en conformité avec les rapports types de la Banque ;
- Insertion de toutes les données nécessaires sur la plateforme STEP afin de refléter l'avancement de chaque activité de passation des marchés et jusqu'à la signature du contrat.

Il est en outre chargé de suivre les acquisitions opérées par les bénéficiaires du fonds de subvention et de les conseiller sur les modalités adéquates en conformité avec les procédures recommandées par la Banque Mondiale.

Besoin d'accompagnement / d'assistance

Microfinanza sera en charge des achats pour le projet et devra vigiler sur les procédures de passation de marché adoptées par les promoteurs de sous-projets d'investissement. Tout projet soumis au Comité d'investissement doit avoir la validation du responsable de passation de marché et une fiche de PPM signée sera annexée au dossier d'investissement. L'expérience avérée de Microfinanza en gestion de projets et programmes lui sera utile pour adapter les procédures de passation des marchés aux procédures de la Banque mondiale. Les risques fiduciaires seront atténués grâce à des contrôles fiduciaires spécifiques et à l'assistance de la Banque.

La Banque Mondiale assure l'appui à la mise en œuvre du Projet à travers son appui en termes de passation de marché, de gestion financière, décaissements et de sauvegarde environnement et social.

Capacités et aptitudes pour la gestion des contrats

Pour les précédentes expériences de passation de marché, la direction centrale de Microfinanza Srl ainsi que ses équipes de terrain ont démontré une capacité approuvée de se charger de la passation de marché et de la gestion des contrats.

La préparation des cahiers de charges, la rédaction des dossiers des appels d'offres, la sélection des soumissionnaires, la signature des contrats, et le suivi de l'exécution du projet.

Systèmes de gestion des plaintes et de résolutions de conflits

Le système de gestion des plaintes existant (détaillé au niveau du PMPP) garantis le traitement des plaintes avec efficacité, équité et en toute indépendance.

A cet effet, il est à noter les éléments suivants :

- Un délai d'attente est prévu par la réglementation nationale à partir de la date de publication du nom de la société retenue et la date de la signature effective du marché pour permettre l'opposition aux résultats en toute transparence.
- La gestion des conflits et plaintes se gèrent au niveau des structures chargées du suivi des projets et de la résolution des éventuels conflits. Si un arrangement à l'amiable n'est pas trouvé au niveau du projet, le COSEM de la HAICOP rattaché à la présidence du gouvernement peut être saisi pour statuer d'un point de vue administratif et son avis peut arrêter un processus de passation d'un marché si une plainte est jugée fondée. En dernier recours, c'est le tribunal qui est saisi pour résolution du conflit.

Le traitement des plaintes est garanti par le système existant, tout en assurant les principes d'efficacité, équité et indépendance. Toutefois, il est nécessaire d'informer la Banque de toutes les plaintes reçues et le traitement dont elles ont fait objet dont les recours administratifs et juridictionnels.

Conclusion partielle

En synthèse, Microfinanza possède une expérience éprouvée en passation des marchés pour les différentes catégories de marchés (Biens, travaux et Services de Consultants).

2.4 Analyse du marché

TRACE PADEO étant un projet d'appui par le biais de subventions à accorder aux promoteurs des investissements, prévoit le suivi des procédures de passation de marchés à différents niveaux :

- Niveau sous – projets d'investissement – gérés au niveau des promoteurs
- Niveau sélection personnel d'appui (coachs et auditeurs) – gérés au niveau du siège

A titre indicatif et non limitatif les principaux achats concernent :

- **Les coachs accompagnateurs** : nécessitera la sélection de coachs accompagnateurs capables de les réaliser le travail de coaching. Le principal défi est donc de pouvoir attirer des profils adéquats à l'accompagnement d'entreprises durables et résilientes (gestion sur STEP).
- **La contractualisation de l'auditeur externe** : selon la procédure envisagée l'auditeur externe est identifié de gré à gré et contractualisé (gestion sur STEP).
- **La fourniture d'équipements informatiques** : Il s'agit de marchés simples auxquels Microfinanza procédera à l'achat en demandant les 3 devis nécessaires.
- **Organisation des événements et des workshops** : Le principal défi pour ce type de marchés est de s'assurer que les sociétés événementielles et les locataires de structures (salles)

proposeront les services les plus pertinents et adéquats aux besoins et que les prix soient proportionnels aux services. Microfinanza procédera à l'achat en demandant les 3 devis nécessaires.

- **Campagnes de Communication** : Sur la base du plan de communication défini le prestataire chargé d'imprimer les outils de communication sera identifié. Un cahier de charge détaillera les spécificités du matériel à produire et la sélection se fera sur le devis économiquement plus avantageux et la qualité des supports à imprimer. Microfinanza procédera à l'achat en demandant les 3 devis nécessaires.

Achats des promoteurs des investissements : sur la base du plan d'affaire les achats dépassant le 5 000 TND (biens, services, travaux) demandent 3 devis comparables et en cours de validité. Le choix du fournisseur doit être justifié ; les conditions de livraison et paiement définies et l'offre acceptée par les deux parties. Cette procédure de PPM doit être faite par le promoteur. L'équipe mettra à disposition des formulaires à titre d'exemple afin de faciliter cette tâche.

Aspects financiers

Les montants estimés des marchés sont de nature à encourager un bon nombre de profils tunisiens pour participer aux procédures de sélection.

La soumission aux marchés publics est subordonnée entre autres, à la présentation de documents justifiant l'expérience similaire ainsi que leurs capacité organisationnelle et financière.

Conclusion partielle

L'analyse du marché a permis d'établir qu'il y a des marchés plus critiques que d'autres (comme le marché des services de consultants, marché des cabinets de conseil ou de formation) car il est plus complexe l'analyser des données qui ne sont pas toujours comparables. Pour les marchés d'équipements, matériel informatique et mobilier, ainsi que les équipements agricoles et pêche, il y a une bonne disponibilité dans toutes les régions et avec des gammes diverses et des qualités selon tout critère technique exigé. Les fournisseurs les plus risqués sont ceux qui interviennent dans la construction et l'aménagement des structures. Et sur ceux-ci, il sera nécessaire d'exercer une surveillance beaucoup plus stricte.

Il n'est pas nécessaire de recourir à des fournisseurs étrangers pour les besoins du projet, mais pour certains équipements, il pourrait s'avérer plus convenable de rechercher aussi sur le marché européen pour avoir une technologie plus avancée et innovante.

Sur le plan national, il y a un nombre de fournisseurs assez conséquent, le défi serait lié à l'élaboration des cahiers des spécifications techniques et des termes de références, et de pouvoir attirer les soumissionnaires et les consultants locaux les plus compétents. Pour ce faire il est nécessaire de choisir les méthodes de sélection les plus adaptées.

3 Analyse des risques liés à la passation de marchés

Tableau d'analyse des risques liés à l'exécution des marchés

Description du risque	Mesure d'atténuation	Partie supportant le risque
Contrat attribué à un soumissionnaire sous sanction par la Banque Mondiale	L'utilisation de STEP limitera ce risque	MF

Qualité de l'offre insatisfaisante pour certains besoins	Bien préparer les cahiers des spécifications techniques et des termes de références	MF
Retard de livraison	Systématiser l'intervention des commissions de suivi des marchés. Appliquer les pénalités telles que prévu par la loi. Renforcer les capacités du donneur d'ordre si le retard est de son fait.	MF
Manque de compétence et de motivation du personnel	Fournir une Assistance Technique et des formations sur les règles et exigences de la Banque en matière de PPM	BM
Retard dans le paiement du fournisseur	Alimentation d'un compte spécial ou paiement en direct si nécessaire. Les dossiers financiers seront traités à temps et le comptable en charge du projet fera un suivi régulier dans les circuits.	MF
Capacité insuffisante en ressources au sein des structures chargées de la mise en œuvre des PPM	Anticiper les besoins de recrutement de consultants experts pour assistance	MF
Difficulté pour la description des besoins lors du montage du dossier d'appel d'offre pour certains besoins.	Recourir à des consultants experts pour l'élaboration des caractéristiques des besoins.	MF
Faiblesse et difficulté de suivi et de coordination entre les différents acteurs du projet	Organiser des réunions de suivi périodiques	MF
Mauvaise gestion des plaintes	Transmettre les plaintes à la BM	MF

4 Objectifs de la passation de marchés

L'objectif de la passation des marchés est de :

- ✓ **Sélectionner les fournisseurs locaux et internationaux les plus compétents** : l'analyse a montré que les expertises requises existent, mais que beaucoup d'entre eux ne sont pas à mesure de fournir des offres selon des procédures concurrentielles et transparentes et participer aux marchés publics. D'autre part, la situation économique de la Tunisie (inflation élevée, chômage, sécheresse et crises multiples liées à la situation internationale) peut décourager les fournisseurs nationaux et étrangers à fournir leurs services. Il faut donc s'assurer de choisir les bonnes méthodes de sélection permettant d'encourager les fournisseurs locaux les plus compétents à participer et à s'assurer d'une réelle compétition entre eux.
- ✓ **S'assurer que la coordination de Microfinanza dispose des capacités nécessaires à exécuter et suivre les procédures de passation de marchés** : l'expérience menée par Microfinanza en Tunisie, ainsi que dans d'autres contextes internationaux, a montré les difficultés au niveau des structures d'accompagnement et des promoteurs d'entreprise de traiter de manière transparente et compétitive en laissant jouer le marché, des fournisseurs.

Pour cela des procédures ont été mises en place et des formulaires standardisés sont à la disposition des opérateurs. En outre un parcours de due diligence des fournisseurs permettra de dresser une liste de fournisseurs qui sont à mesure de suivre les procédures et fournir les informations demandées et de s'assurer de la traçabilité des opérations.

5 Type d'arrangement recommandés pour le projet en matière de passation de marché

L'équipe exécutive du projet aura la responsabilité de la passation des marchés du projet et de la conduite des activités quotidiennes au niveau régional. Elle aura en charge la préparation des DAO, la mise en œuvre complète de tout le cycle de passation des marchés, y compris la signature du marché et le suivi de son exécution, ainsi que la préparation de son Plan de Passation des Marchés (PPM).

Les procédures de passation des marchés porteront une attention aux prescriptions des procédures nationales (décret n°1039 du 13 mars 2014 portant réglementation des marchés publics) dans la mesure où elles ne contredisent ni les règles, ni les principes posés par la politique de passation des marchés publics de la Banque Mondiale.

Par conséquent, il sera effectué par la Banque, une revue détaillée avant validation des procédures et des documents de passation de marché (DAO et contrats) nationales qui seront utilisés dans le cadre de ce projet. En outre, l'appui de la Banque est indispensable en vue d'une bonne organisation des différents intervenants en termes de passation des marchés, entre autres.

Une formation approfondie sur le nouveau Règlement de la Banque et le système STEP est à assurer par la Banque pour toute modification de la procédure existante.

Par ailleurs, il est à noter que selon l'article 5 du décret n°1039 du 13 mars 2014, portant réglementation des marchés publics, les commandes dont les valeurs **sont inférieures aux** montants ci-dessous, doivent faire l'objet de consultation (ou demande de cotation) :

- 200 mille dinars pour les travaux
- 100 mille dinars pour la fourniture de biens ou de services - 50 mille dinars pour les études.

Il est toutefois à souligner que dans le cadre du projet TRACE PADEO aucune procédure de passation des marchés n'est envisagée pour la réalisation de travaux à gestion directe de Microfinanza (construction, aménagement, autre). Trois devis seront à demander pour toute acquisition de biens et service qui dépasse le 5 000 TND dans le cadre d'un dossier d'investissement agricole promu par un promoteur

Recrutement des 8 coachs : Budget global : 201 000 USD

Les coachs sont sélectionnés pour accompagner les promoteurs des investissements agricoles dans les régions cibles du projet. Le paiement des coachs se fera sur la base d'éléments objectifs et cohérents avec les fonctions assignées et le profil du candidat. Un référentiel interne est utilisé ; la modalité de paiement au temps passé (par coach, par un certain nombre de jours par dossiers d'investissement approuvé et dont le décaissement de la contribution est approuvé). La méthode de sélection peut être soit la Qualification des Consultants pour les firmes, ou la sélection des Consultants Individuels pour les ingénieurs agronomie ou économiques ou équivalents.

Attributions	Disposition	Résumé de la justification
Spécifications	Qualifications du coach	Diplôme d'ingénieur en agronomie, agroéconomie ou équivalent
Exigences en matière de durabilité	Oui	Respect de l'environnement agricole et compétences en matière de transition écologique, innovation, pratiques agroécologiques et résilience

Type de contrat	Contrat à temps passé	Signature du contrat avec Microfinanza. Outputs mesurables sur qualité des dossiers d'investissement accompagnés-
Relation avec les coachs	Collaborative, avec la coordination de responsables supérieurs	Relation professionnelle structurée avec des tâches définies
Révision de prix	Prix fixes	Durée du marché – liée à la durée du projet. Prix fixes et nombre de jours par sous-projets estimés dès le départ de la collaboration.
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de prestation intellectuelle	Le coach s'engage à fournir une prestation reposant sur des compétences techniques. Les livrables sont définis et le coach œuvre de manière autonome. Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont le montant et les modalités de paiement sont fixés à l'avance.
Méthode de sélection	A : QC / CI	Compétition ouverte et comparaison des Curriculum Vitae et entretiens.
Approche du marché	A. Type de compétition : Ouvert B. Nombre des coachs Étape 1 : conformité aux conditions exigé Étape 2 : entretien effectué sur des compétences exprimées (techniques, informatiques, linguistiques et personnelles)	Les besoins et les qualifications sont clairement présentés dans les termes de références.
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Estimation des coûts conformément au TdR
Évaluation de la méthode de sélection	A : Sélection basée sur le profil des coachs	Selon justification exigé par le TdR et entretien réussie
Évaluation des coûts	Prix fixe selon le temps passé.	Conditions de paiement conforme au TdR et contrat cadre
Préférence nationale	Oui	La concurrence sera ouverte au niveau national

Contractualisation de l'Auditeur Externe : Budget global 6 000 USD

L'Auditeur externe est demandé d'effectuer une analyse indépendante des modalités de gestion financière du projet. L'auditeur externe sera désigné par Microfinanza conformément à ses expériences précédentes, dans le cadre d'une entente directe. L'auditeur devra réaliser l'audit sur la base d'un cahier des charges qui sera approuvé par la Banque mondiale. L'Auditeur devra exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière du programme et de s'assurer que les ressources mises en faveur de ce dernier sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été accordées. Il est appelé à détecter les insuffisances et anomalies et de présenter des recommandations ayant pour objectif d'accomplir la réalisation du programme dans les meilleures conditions. L'auditeur externe, sélectionné par Microfinanza, pourra identifier un expert auditeur en Tunisie, membre de l'OECD, pour lui confier des missions d'audit sur le terrain afin de renforcer la procédure d'audit documentaire avec la collecte et la vérification des informations sur le terrain des investissements financés et des procédures de projet adoptées. Le montant qui sera accordé à l'auditeur est sur base forfaitaire.

Attributions	Disposition	Résumé de la justification
Spécifications	Profile et Qualifications de l'Auditeur -	Diplôme universitaire en Audit, comptabilité, management ou équivalent plus expérience en la matière justifiée
Exigences en matière de durabilité	Oui	Respect des aspects environnementaux du projet et des procédures BM
Type de contrat	Contrats professionnels	Signature du contrat avec Microfinanza
Prix et mécanisme d'établissement des coûts	Forfaitaire	Missions de courte durée, output bien mesurable (rapport préliminaire plus rapport final)
Relation avec l'équipe responsable de la réalisation du Projet	Collaborative	Transparence, collaboration
Révision de prix	Prix fixe	Durée du marché inférieure à 15 jours (jours ouvrables)
Forme du marché (termes et conditions)	Contrat de prestation professionnelle	Au regard de la nature de la mission (contrôle et vérification)
Méthode de sélection	A : QC/CI	Contractualisation gré à gré
Approche du marché	Audit constituant un examen méthodique et autonome réalisé en étroite collaboration avec les intéressés.	Les besoins et les qualifications sont clairement définis dans les termes de références.
Pré/ Post Qualification	Post-qualification	Conformité du profil avec les TdR
Évaluation de la méthode de sélection	Microfinanza le sélectionnera comme fournisseur unique, car il a déjà travaillé sur le projet P175641 avec des résultats satisfaisants. Ce choix est justifié par la continuité du travail avec le fournisseur et la satisfaction à l'égard de son travail.	Compétence, continuité du travail, connaissance des procédures BM
Évaluation des coûts	Prix fixe - contrat signé entre l'agence d'exécution et l'auditeur	Conditions de paiement conforme aux TdR.
Nationalité	Internationale avec possibilité de vérification sur terrain	Contractualisation gré à gré

6 Résumé de la stratégie de développement en passation des marchés du projet

Le contexte Tunisien marqué par une situation macro-économique et sociale complexe demande la mise à point de procédures simples mais efficaces en conformité avec les exigences des partenaires au développement et bailleurs. TRACE PADEO étant que projet qui vise la création d'emploi via le financement d'investissements agricoles, agroalimentaires et de pêche, en renforçant la productivité et la résilience des petites entreprises de producteurs et la compétitivité des coopératives agroalimentaires et des PME doit être activé à cet effet.

Pour ce projet, Microfinanza a été identifiée par la BM comme agence d'exécution et à cet effet devra garantir une i) utilisation efficiente des ressources financières, ii) la sélection des fournisseurs et des prestataires plus qualifiés, iii) la promotion d'une culture de concurrence, d'égalité de traitement et de transparence et iv) la réduction des risques liées à la gestion de toute relation contractuelle et d'achat de biens et services.

L'analyse effectuée, permet de conclure que Microfinanza possède déjà une expérience avérée dans la passation des marchés. Ceci étant dit, si des besoins de formation spécifique seront exprimés, la BM sera demandé de fournir une formation additionnelle comme assuré dans la phase précédente.

L'analyse du marché local pour les besoins du projet, a démontré en premier lieu qu'il existe un nombre assez important d'acteurs et fournisseurs intéressés par le projet et qui sont sollicités par les promoteurs d'entreprise. La connaissance du contexte a également mis en évidence les faiblesses du secteur, les procédures souvent informelles, les inquiétudes des opérateurs sur la traçabilité des opérations et les modalités de paiement et les méthodes de sélection habituelles basées sur le moindre coût et les relations personnelles.

Sur la base de ces éléments d'analyse, il convient d'adopter des procédures simples mais efficaces adaptées pour les différents types de passation et selon le marché à considérer. Il convient ainsi de favoriser les sélections basées sur les offres conformes aux caractéristiques techniques requises et les moins disant pour les passations concernant l'achat des biens, des services de consultation, la réalisation des travaux ainsi que les services autres que la consultation (transports, logistique, formation, communication, etc). Les mécanismes de passation de marchés doivent assurer le respect des délais et des procédures, la gestion rigoureuse des contrats ainsi que la qualité des prestataires.

Résumé des marchés soumis à la procédure de PPM du Projet sur STEP

<u>Description</u>	<u>Coût estimatif en USD</u>	<u>Revue préalable de la Banque Mondiale</u>	<u>Approche de la passation du marché</u>	<u>Méthode</u>	<u>Méthode d'évaluation</u>
Coach 1 pour montage et suivi dossiers investissement	33 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 2 pour montage et suivi dossiers investissement	33 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 3 pour montage et suivi dossiers investissement	33 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 4 pour montage et suivi dossiers investissement	33 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 5 pour montage et suivi dossiers investissement	33 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 6 pour montage et suivi dossiers investissement	12 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 7 pour montage et suivi dossiers investissement	12 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Coach 8 pour montage et suivi dossiers investissement	12 000,00	NON	Limitée	Consultation individuelle	Qualifications d'un Consultant individuel
Auditeur - Projet	6 000,00	NON	Limitée	DIR	Qualifications du Consultant

PLAN DE PASSATION DES MARCHES, PROCUREMENT PLAN MICROFINANZA

PROJET TRACE PADEO

I. Général

		Date envisagée	Mise à jour
1	Date d'approbation du plan de passation des marchés par la Banque		
2	Date de l'avis général de passation des marchés		
3	Période couverte par ce plan de passation des marchés	A' partir du 28/08/2025	

II. Travaux, fournitures, et services autres que consultants

1. Travaux

Dans le cadre du projet TRACE PADEO aucune procédure de passation des marchés est envisagée pour la réalisation de travaux (construction, aménagement, autre).

2. Services

Dans le cadre du projet TRACE PADEO des procédures d'achat des services professionnels sont envisagées : sélection des coachs accompagnateurs et auditeur externe. La procédure sera gérée sur STEP.

Seuil d'examen : risque substantiel

L'agence d'exécution en collaboration avec l'expert PPM, au respect des procédures de la Banque Mondiale.

Traçabilité de la méthodologie	Catégorie de marchés	Seuil	Méthode	Procédure
STEP	Services d'audit	<=6 000 USD	Achat de services sur la base d'une méthode de sélection FBS - <i>Fixed Budget Selection</i>	Cette procédure sera gérée à partir de la plateforme STEP et vise la sélection de l'auditeur externe. Les étapes sont les suivantes : - Rédaction des TdR - Avis non-objection BM - Procédure de sélection - Contractualisation du prestataire
STEP	Service de coaching pour montage et suivi sous-projets d'investissement	<=12 000 USD	Achat de services de coaching – CS – <i>Consultant Services</i> sur la base d'une méthode de sélection individuelle	Cette procédure sera gérée à partir de la plateforme STEP et vise la sélection de 3 coachs qui vont accompagner les micro-investissements. Les étapes sont les suivantes - Rédaction des TdR - Préparation outil d'évaluation – scoring des CV - Invitation aux entretiens pour les premiers coachs retenus - Entretiens individuels

				- Ajustement du scoring suite à l'entretien - Rédaction du PV du comité de sélection - Communication de la sélection - Contractualisation
STEP	Service de coaching pour montage et suivi sous-projets d'investissement	<=33 000 USD	Achat de services de coaching – CS – <i>Consultant Services</i> sur la base d'une méthode de sélection individuelle	Cette procédure sera gérée à partir de la plateforme STEP et vise la sélection de 5 coachs qui vont accompagner les sous-projets d'extension, start up et capitalisation. Les étapes sont les suivantes - Rédaction des TdR - Préparation outil d'évaluation – scoring des CV - Invitation aux entretiens pour les premiers 6 coachs retenus - Entretiens individuels - Ajustement du scoring suite à l'entretien - Rédaction du PV du comité de sélection - Communication de la sélection - Contractualisation

Une révision des seuils pour les méthodes de passation des marchés applicables, si nécessaire, seront déterminés par le spécialiste de passation des marchés de l'agence d'exécution.

III. Sélection de services de consultation

1. Seuil pour les méthodes de passation des marchés

Le choix des méthodes de la passation des marchés se fera conformément aux seuils définis ci-dessous :

	Méthode de sélection	Seuil de revue a priori, US\$	Commentaires
1.	Méthodes compétitives (Firmes)	n/a	Aucune PPM avec des firmes
2.	Entente directe (Firmes)	n/a	Aucune PPM avec des firmes
3.	Individuel	Coachs	Liste restreinte pourra être composée uniquement de consultant locaux
		Audit	Sélection directe sur budget fixe

Description (Value cannot exceed 250 Characters)	Reference No. (Value cannot exceed 40 Characters)	Procurement Category	Procurement Method	Estimated Amount USD (Must be greater than zero, and a positive number)	Bank Financed % (Can not be greater than 100%)	Planned Start Date (Must be in YYYY/MM/DD format)
Coach 1 pour montage et suivi dossiers investissement	Start-up/Ext/Cap 01	CS	INDV	33 000,00	100	2025/10/06
Coach 2 pour montage et suivi dossiers investissement	Start-up/Ext/Cap 02	CS	INDV	33 000,00	100	2025/10/06
Coach 3 pour montage et suivi dossiers investissement	Start-up/Ext/Cap 03	CS	INDV	33 000,00	100	2025/10/06
Coach 4 pour montage et suivi dossiers investissement	Start-up/Ext/Cap 04	CS	INDV	33 000,00	100	2025/10/06
Coach 5 pour montage et suivi dossiers investissement	Start-up/Ext/Cap 05	CS	INDV	33 000,00	100	2025/10/06
Coach 6 pour montage et suivi dossiers investissement	Micro-inv 01	CS	INDV	12 000,00	100	2025/10/06
Coach 7 pour montage et suivi dossiers investissement	Micro-inv 02	CS	INDV	12 000,00	100	2025/10/06
Coach 8 pour montage et suivi dossiers investissement	Micro-inv 03	CS	INDV	12 000,00	100	2025/10/06
Auditeur externe - Projet	Audit 01	CS	DIR	6 000,00	100	2025/11/10

Résumé des dossiers de passation des marchés prévus au cours des 3 premiers mois suivant l'entrée en vigueur du projet

2. Liste restreinte comprenant entièrement des consultants nationaux :

La liste restreinte des consultants pour les services de coaching, dont le coût estimé total s'élève à 201 000 USD (5 contrats d'un maximum de 33 000,00 USD et 3 contrats d'un maximum de 12 000, 00 USD par contrat), peut comprendre uniquement des consultants nationaux conformément aux dispositions du Règlement de passation des marches de la Banque.

3. Missions de consultants avec méthodes de sélection et calendrier

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Réf.	Description de la mission	Coût estimatif (en Dinar Tunisien)	Coût estimatif (Équivalent en US\$)	Firme/ Individuel	Méthode de sélection	Revue par la Banque (A priori / A posteriori)	Date prévisionnelle de lancement	Commentaires/ Date de clôture du marché
Sélections des consultants individuels nationaux								
01	Coach 1 pour montage et suivi dossiers investissement	98 835	33 000		IND		06/10/2025	
02	Coach 2 pour montage et suivi dossiers investissement	98 835	33 000		IND		06/10/2025	
03	Coach 3 pour montage et suivi dossiers investissement	98 835	33 000		IND		06/10/2025	
04	Coach 4 pour montage et suivi dossiers investissement	98 835	33 000		IND		06/10/2025	
05	Coach 5 pour montage et suivi dossiers investissement	98 835	33 000		IND		06/10/2025	
06	Coach 6 pour montage et suivi dossiers investissement	35 940	12 000		IND		06/10/2025	
07	Coach 7 pour montage et suivi dossiers investissement	35 940	12 000		IND		06/10/2025	
08	Coach 8 pour montage et suivi dossiers investissement	35 940	12 000		IND		06/10/2025	
Sélections des consultants individuels internationaux								
01	Auditeur		6 000		DIR		10/11/25	

TRACE

NL هولندا

www.utss.org.tn
www.microfinanza.com

microfinanza

